

Aux Etats-Unis, les élections de mi-mandat du 6 novembre montrent qu'être une femme est devenu un argument électoral. En exposant leur colère, leurs enfants, leur différence, les candidates font preuve d'une audace inédite

L'atout féminin des scrutins

CORINE LESNES
SAN FRANCISCO • CORRESPONDANTE

A l'heure de Trump et de #metoo, la campagne pour les élections de mi-mandat du 6 novembre aux Etats-Unis témoigne d'un souffle féministe nouveau. Les candidates ont de l'audace. Dans leurs messages, dans leurs publicités, elles n'essaient plus de copier les hommes, de se placer sur leur terrain sécuritaire, ou de montrer qu'elles peuvent faire « aussi bien ». Elles prétendent faire mieux. De leur point de vue, les hommes ont failli. Ils dirigent un pays profondément inégalitaire, où la boulimie de sécurité des uns laisse les autres sans protection; où les femmes gagnent un tiers de moins que les hommes; où rares sont les entreprises qui offrent un congé maternité décent à leurs employées; où l'avortement est menacé. C'est leur tour. #metoo. Elles aussi, pour ne pas dire elles d'abord. Les nouvelles féministes se présentent justement parce qu'elles sont femmes. Au nom des femmes. Sans complexes. Avec leur colère et leurs enfants. « *Un changement radical* », constate Stephanie Schriock, la présidente d'Emily's List, le principal organe de promotion des candidates démocrates. Les femmes bénéficient d'un environnement favorable. Les électeurs sont en quête de renouvellement. « *Les candidates disent : je représente quelque chose de différent, c'est la raison pour laquelle vous devez voter pour moi* », analyse Kelly Dittmar, sur le blog du Center for american women and politics (CAWP), de l'université Rutgers (New Jersey).

En 2018, le fait de ne pas être un homme, de ne pas avoir de pénis – le mot a été employé dans un clip de campagne! – est devenu un argument électoral. « *C'est très nouveau*, affirme l'essayiste féministe Rebecca Traister. *Jusqu'ici,*

les femmes essayaient de se couler dans le moule masculin. Maintenant, elles créent de nouveaux modèles. On note beaucoup plus de diversité dans ce que les femmes peuvent se permettre d'être. » Les candidates assument leur singularité. Ilhan Omar, 36 ans, est une réfugiée somalienne qui a passé quatre ans dans un camp du Kenya avant d'arriver aux Etats-Unis en 1995. Lauren Baer, en Floride, serait la première partenaire d'un mariage homosexuel à entrer à la Chambre. Au Texas, M.J. Hegar, titulaire d'une Purple Heart, la prestigieuse décoration militaire, obtenue en Afghanistan, montre les tatouages dont elle a recouvert ses cicatrices. Sa vidéo – *Doors* – a été vue près de 3 millions de fois sur YouTube. Elle y parle de « *portes* » : celle contre laquelle son père a fracassé sa mère, quand elle était enfant, celle de son hélicoptère abattu par les talibans, et celles qu'elle veut ouvrir « *pour tous les Américains* » au Congrès.

« SE FAIRE POUSSER UNE PAIRE D'OVAIRES »
Deux ans après la défaite d'Hillary Clinton à la présidentielle, jamais les femmes n'ont été aussi nombreuses à se présenter à une fonction élective aux Etats-Unis. A soixante jours des élections de mi-mandat qui vont renouveler l'ensemble de la Chambre, un tiers du Sénat – et décider de l'avenir de Donald Trump –, tous les records sont déjà battus. Selon un décompte établi par le CAWP, 476 femmes se sont portées candidates cette année pour un siège à la Chambre des représentants (le précédent record était de 298 en 2012); 53 pour un fauteuil de sénatrice (contre 40 en 2016); 61 pour un poste de gouverneure (soit deux fois plus que le précédent record de 1994). A quoi s'ajoutent les milliers de candidates pour les sièges dans les assemblées locales, les fonctions de juge, de commissaire de comté, de

présidente de district scolaire... « *Une armée de femmes s'attaque à une armée d'hommes complètement dépassés* », écrit, dans le magazine *Time*, la juriste Lina Hidalgo, 27 ans, née en Colombie et diplômée de Stanford, qui fait campagne contre l'indigence des pouvoirs publics face aux inondations de plus en plus fréquentes dans la région de Houston (Texas).

La grande majorité des candidates sont des démocrates : plus des trois quarts, dans le cas du Congrès. Dans des Etats républicains comme le Montana ou la Géorgie, plus de 50 % des candidats de gauche aux élections locales sont des femmes, selon Emily's List. Après avoir défilé à la Women's March, le lendemain de l'investiture de Donald Trump, les démocrates se lancent dans la course électorale. Revanche ? Pour Rebecca Traister, il ne s'agit pas de « *punir des individus mais d'exposer les inégalités* ». Davantage de femmes, c'est une promesse de « *réforme systémique* », affirme la journaliste, qui publie début octobre un livre sur le pouvoir de transformation sociale de la « *colère* » des femmes – *Good and Mad. The Revolutionary Power of Women's Anger* (Simon & Schuster).

Les républicaines, elles, sont en terrain miné, embarrassées par le soutien qu'elles continuent à apporter, pour la plupart, à Donald Trump. La majorité a choisi d'éviter de mettre sa différence en avant. A l'exception notable de Martha McSally, candidate au Sénat dans l'Arizona. Une pionnière, qui a été la première femme pilote de combat (en Irak) et promet maintenant de « *livrer bataille contre l'establishment* ». Dans son premier clip de campagne, tourné sur un terrain d'aviation, elle ne craint pas de bousculer les stéréotypes de sexe et de vocabulaire. « *Je suis pilote de chasse et je parle comme un pilote de chasse*, proclame-t-elle. *Ce que je dis aux républicains de Washington, c'est de se faire pousser une paire d'ovaires et de faire le boulot.* »

Pour l'essayiste Rebecca Traister, cet engouement rappelle l'année 1992, entrée au panthéon féministe comme « l'année des femmes ». A l'époque, 51 candidates avaient été élues (47 à la Chambre, 4 au Sénat), doublant la représentation féminine au Parlement. Le phénomène avait été interprété comme une conséquence du choc ressenti par les femmes devant la manière humiliante dont avait été traitée Anita Hill, une jeune professeure d'université afro-américaine qui accusait de harcèlement le juge Clarence Thomas, pressenti pour entrer à la Cour suprême. Cette fois, le catalyseur est Donald Trump. Ses maîtresses, ses propos sexistes, sa politique rétrograde. « *Le fait qu'Hillary Clinton ait perdu face à un candidat comme lui a touché un nerf*, relève Jill Greenlee, une politologue spécialisée dans l'étude du genre à l'université Brandeis (Massachusetts). *A quoi s'ajoute le sentiment que les priorités des femmes sont assigées.* »

CIRCONSCRIPTIONS DIFFICILES

Toutes les prétendantes ne seront pas élues. La moitié des candidates à la Chambre ont déjà été éliminées à l'issue des primaires, selon le CAWP. Parmi les autres, beaucoup héritent de circonscriptions difficiles, souligne Rebecca Traister. Sur les 125 primo-candidates désignées par le parti démocrate, 96 ne partent pas favorites. L'exploit de 1992 a peu de chances d'être renouvelé, mais la représentation féminine devrait augmenter de manière significative au Congrès (elles ne sont que 20 % actuellement). Et quel que soit le résultat, le fait que les femmes aient surmonté leurs réticences traditionnelles au sujet de leurs compétences est « *un changement de paradigme majeur* », affirme Debbie Walsh, la directrice du CAWP, dans le *Washington Post*.

« *Faites campagne comme vous êtes* », recommande le groupe VoteRunLead, qui a déjà aidé plus de 30 000 femmes à entrer en politique. Aucun sujet n'est plus politiquement tabou. Libérées par #metoo, les candidates détaillent leurs expériences de harcèlement. En Floride, la juge Mary Barzee Flores a donné une interview sur les lieux mêmes de l'agression dont elle a été victime, à 17 ans, dans la chambre froide du Pizza Hut de Miami où elle travaillait pour payer ses études. Dans l'Illinois, Sol Flores a diffusé un spot de 40 secondes dans lequel

elle évoque les barricades qu'elle érigeait quand l'homme qui vivait avec sa mère tentait d'entrer dans sa chambre pour « *soulever [sa] chemise de nuit* ». Conclusion : « *Je saurai vous défendre vous aussi.* » La candidate a perdu les primaires mais sans regrets : « *Je voulais que les électeurs sachent qui je suis, et cet événement y a contribué* », a-t-elle expliqué à la chaîne NBC.

Dans le Michigan, la procureure Dana Nessel, 48 ans, candidate au poste d'attorney général, s'est fait remarquer par une vidéo choc. « *Quand vous choisirez le prochain attorney général, posez-vous la question : à qui pouvez-vous faire le plus confiance pour ne pas exhiber son pénis au travail ?* », demande-t-elle, assise au coin de la cheminée alors que défilent les photos des harceleurs débusqués par #metoo. *Au candidat qui n'a pas de pénis ? C'est ce que je dirais.* » La publicité ne l'a pas desservie. Dana Nessel a passé l'obstacle des primaires et elle fera partie du ticket démocrate dans le Michigan. Un grand chelem. Que des femmes, côté démocrate, pour les postes de gouverneure, sénatrice, attorney général et secrétaire d'Etat. « *Le mouvement #metoo n'a pas été le facteur déterminant dans leur décision de se présenter*, note Kelly Dittmar, qui anime le site Gender Watch, *mais il a créé les conditions permettant aux femmes de se sentir encouragées à répondre aux inégalités de pouvoir. Elles savent que si elles prennent la parole, il y en a d'autres derrière elles qui les soutiennent.* »

DES INSTITUTIONS APPELÉES À S'ADAPTER

Ce sont les mères, surtout, qui se « lèvent », selon le nom d'une de ces nouvelles formations politiques féministes, MomsRising. Elles se montrent, nourrissent dans les bras, sans plus craindre de susciter le commentaire acerbe : « *Qui va s'occuper des enfants ?* » Le 11 mars, à Berkeley, Rashi Kesarwani, 35 ans, déposait sa candidature pour le conseil municipal. Elle accouchait trois semaines plus tard, sans craindre d'être qualifiée de « *mauvaise* » mère. « *Il n'y a pas seulement un déficit de femmes dans la politique, mais un déficit de mères avec de jeunes enfants, confrontées aux problèmes de garde d'enfant, de coût scolaire* », plaide-t-elle. L'époque où les femmes attendaient que les enfants aient grandi pour oser se présenter est révolue, signale Jill Greenlee, auteure d'un livre sur les mères et la politique – *The Political*

Consequences of Motherhood (University of Michigan Press, 2014).

Les institutions sont appelées à s'adapter. En mai, la Commission électorale fédérale (FEC) a accepté – pour la première fois – la requête de la candidate de New York, Liuba Grechen Shirley, qui demandait que ses frais de garde d'enfant soient couverts par ses fonds de campagne et non plus considérés comme des dépenses personnelles. Depuis, la « *mom candidate* » a diffusé un clip où elle montre « *ce que c'est que de faire campagne avec deux enfants* »

de 2 et 3 ans. Plutôt que son programme, elle présente des images de *multitasking* familiales à la plupart des électrices.

Même l'allaitement a fait son entrée dans la communication électorale. Non pas comme un thème de revendications – des salles réservées dans les entreprises, des horaires aménagés –, mais très concrètement, en images. Kelda Roys, 38 ans, une chef d'entreprise du Wisconsin, tournait un clip quand son jeune enfant est venu s'installer à son sein. La scène avait l'air si naturelle qu'elle l'a gardée. Krish Vignarajah, candidate au poste de gouverneure du Maryland, voulait montrer sa vie telle qu'elle est : la vidéo la montre passant de l'allaitement à l'ordinateur en quelques secondes. Ni l'une ni l'autre n'ont été élues mais l'initiative n'a pas suscité de réactions épouvantées, au plus des accusations de coup médiatique. Les millennials sont à l'aise avec l'exposition de leur vie privée sur les réseaux sociaux. « *Il y a une volonté délibérée de changer les stéréotypes sur ce qu'une candidate doit être* », souligne la professeure de sciences politiques Melissa Deckman, du Washington College (Maryland).

Une page est tournée dans le manuel de campagne des femmes politiques. Et c'est une vraie rupture avec l'époque d'Hillary Clinton, même si nombre de celles qui organisent cette poussée féminine sont des anciennes de sa campagne pour la présidence. En 2016, l'ancienne secrétaire d'Etat avait mis en avant le caractère historique qu'aurait son élection à la Maison Blanche. Donald Trump l'avait accusée – entre autres turpitudes – de « *jouer la carte femme* », l'éternelle accusation de ceux qui reprochent aux candidates de jouer les victimes dès qu'elles affirment leur identité. Deux ans plus tard, l'accusation n'a plus cours. La carte femme est perçue comme un atout. ♦

UN MONDE DE VERRE, ENTRE PLAFOND ET FALAISE

Les sciences humaines raffolent de métaphores quand il s'agit de parler de la carrière des femmes. Le « *plafond de verre* » décrit le phénomène bien connu de la distribution des postes de responsabilité à un groupe homogène de quinquagénaires, hommes et blancs. Les femmes, comme les minorités, s'y « *heurtent* »,

et parfois parviennent à le « *percer* ». La « *falaise de verre* », mise au jour pour la première fois en 2005, bien que moins connue, pourrait être une explication aux investitures massives des femmes pour les élections de mi-mandat aux Etats-Unis. *Glass cliff*, élu parmi les mots de l'année 2016 par le dictionnaire d'Oxford, désigne la propension, dans les entreprises, à nommer des femmes aux plus hauts postes

quand les résultats sont en baisse. Le phénomène a été démontré par deux professeurs de psychologie britanniques, Michelle Ryan et Alexander Haslam, qui l'ont élargi au monde politique, en pensant notamment à Theresa May, élue juste après le Brexit. L'explication la plus couramment donnée est que dans les moments difficiles s'impose un besoin de renouvellement, propice aux femmes.

« Le vrai progrès, ce serait l'indifférence au genre »

Delphine Dulong est maîtresse de conférences en sciences politiques à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Ses travaux portent sur l'articulation entre les institutions politiques et les formes de la domination sociale et masculine.

Aux États-Unis, une nouvelle génération de femmes se présente aux élections de mi-mandat, qui auront lieu le 6 novembre. Dans les clips de campagne pour les investitures, elles insistent beaucoup sur le fait qu'elles sont des femmes, certaines en évoquant des agressions sexuelles dont elles ont été victimes, d'autres, comme la candidate au poste de gouverneur du Maryland, en déroulant son programme en même temps qu'elle allaite. Est-ce nouveau ?

Que les femmes essaient de se légitimer en revendiquant leur identité sexuée, ce n'est pas tout à fait nouveau. Il faut se rappeler que ce n'est pas comme citoyennes que les femmes ont accédé historiquement à la représentation politique, mais en tant que mères et épouses. Michelle Bachelet, l'ancienne présidente du Chili, se faisait appeler « la mère de tous les Chiliens », et, encore aujourd'hui, Angela Merkel est surnommée « Mutti », alors qu'elle n'a pas d'enfants.

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est de revendiquer son appartenance au genre féminin sans préciser son état civil. Les tout premiers travaux sur les femmes politiques françaises montrent bien que pour paraître légitimes aux yeux de leurs pairs, jusque dans les années 1970, les élues devaient mimer les comportements masculins. Ce n'est pas étonnant : les institutions politiques ont été faites par et pour des hommes, à une époque où la question de l'égalité entre les sexes ne se posait guère. Le fait que des femmes puissent dire « votez pour moi parce que je suis une femme », c'est donc un changement.

Mais la vraie question est de savoir s'il va dans le sens du progrès. Ce n'est pas évident.

Dans le cas américain, la mise en avant des agressions sexuelles est une levée de tabou très positive mais elle risque de consolider une image victimaire de la femme vulnérable. Plus généralement, l'affirmation d'une identité sexuée se révèle pleine de pièges pour les femmes en politique. Pour les candidates, il s'agit de transformer ce qui était considéré comme un handicap en un atout : c'est ce qu'on appelle, en sociologie, « retourner le stigmat ». Mais comme l'ont montré mes collègues en sciences politiques Catherine Achin et Marion Paoletti, dans un article intitulé « Le "salto" du stigmat » [*Politix* n°60, 2002], cette opération de légitimation peut se retourner contre elles une fois qu'elles sont élues, car un bon élu est censé représenter in abstracto l'intérêt général. Les femmes qui accèdent à une position de pouvoir au nom de leur genre, par le biais des quotas ou non, voient alors peser sur elles un soupçon d'impoture.

La dernière fois qu'il y a eu un tel afflux de femmes candidates à des élections américaines, c'était en 1992, après un scandale de harcèlement sexuel. Aujourd'hui, le même phénomène se reproduit après l'affaire Weinstein. Y a-t-il un lien entre ces scandales et l'arrivée des femmes sur la scène politique ? Et lequel ?

On saisit la nature de ce lien si on se souvient que le monde politique est un univers ultra-compétitif qui traverse un peu partout une crise profonde. Dans les partis politiques, ceux qui sont en position de distribuer les investitures cherchent des chevaux gagnants, c'est-à-dire des candidats susceptibles de mobiliser les électeurs démobilisés. Or ces derniers ont envie d'avoir des représentants nouveaux. Dans la conjoncture #metoo, ce sont les femmes qui incarnent ce renouveau.

Mais on retrouve ce phénomène au-delà de cette conjoncture. Depuis quelque temps, les femmes incarnent souvent le renouvellement des élites politiques. Non parce qu'elles feraient « naturellement » de la politique autrement, mais parce que l'espace politique

a été longtemps exclusivement masculin, et qu'on attend d'elles un changement. Lorsque, en 2000, Lionel Jospin, alors premier ministre, cherche à justifier devant le Congrès la réforme de la Constitution pour pouvoir faire voter la première loi française sur la parité, il explique que c'est pour « *réenchanter notre démocratie* ». Se profilent ici les stéréotypes de genre : les femmes sont plus concrètes, plus proches, plus douces, etc. Du coup, au moment de candidater, dans un tel contexte, les femmes sont fortement incitées à revendiquer leurs différences et à dire qu'elles font de la politique autrement.

Ce qui frappe, c'est que l'arrivée massive des femmes croise celle des minorités : elles sont afro-américaines, latinas, musulmanes, homosexuelles, etc.

C'est plutôt positif, mais il est désagréable de voir que ce sont souvent les femmes qui endossent ces multiples étiquettes. Le même phénomène se produit en France : les femmes que l'on met au gouvernement ou que l'on investit sont aussi souvent jeunes et issues de l'immigration. Elles ont cette multi-identité que l'on retrouve beaucoup moins chez les hommes.

Quel serait le véritable progrès pour les femmes en politique ?

Il y a deux grands courants dans le féminisme, et ils ne répondraient pas la même chose. Les « différentialistes » estiment que revendiquer des qualités dites féminines, c'est modifier la table des valeurs et tenter d'obtenir que le féminin ne soit plus déconsidéré par rapport au masculin. C'est une position très intéressante en théorie mais le problème est, comme je vous l'ai dit, que dans la pratique, cela se retourne souvent contre les femmes. Du coup, les « universalistes » ont à mon avis raison : le vrai progrès, ce serait l'indifférence au genre. Mais, comme le genre est un butoir de la pensée humaine, comme le disait Françoise Héritier, c'est peut-être utopique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE CLARINI